



(Nigeria will evacuate hundreds of its citizens from South Africa following a string of xenophobic attacks, a government official told CNN on Monday.)

BURUNDI :

Traite d'êtres humains: 3 ans de prison requis contre un ex-ministre du Burundi

Par [RFI](#)/ le 10-09-2019

Ce lundi 9 septembre s'est tenu au tribunal de Nanterre le procès d'un ancien ministre burundais, ex-haut fonctionnaire de l'Unesco et de son épouse. Poursuivis notamment pour traite d'être humain, ils sont accusés d'avoir exploité 10 ans durant un compatriote burundais dans leur villa de l'ouest parisien. Compte-rendu d'audience.

« Methode, les yeux dans les yeux, jamais je ne vous ai demandé de vous agenouiller devant moi, jamais », apostrophe durement Gabriel Mpozagara. « Vous ne pouvez pas interpellier le plaignant », interrompt la juge. « N'utilisez pas ce ton, pas de menace ». Jusqu'à cet éclat, **[l'ex-procureur et ministre de la Justice du Burundi](#)** avait tenté, d'une petite voix mais non sans effets de manche, de défendre sa version.

Venu en France pour accompagner leur enfant autiste, phobique de l'avion, Methode Sindayigaya avait dit avoir perdu son passeport. Le couple n'avait pas voulu le jeter à la rue. Il était devenu, explique l'accusé, « une sorte de garçon au pair, un ami qui aidait parfois aux tâches ménagères ». C'est lui qui voulait rester, raconte l'ancien haut fonctionnaire.

« Au point de ne pas voir sa femme et tout jeunes enfants pendant dix ? » demande la juge à

l'épouse Mpozagara. « *Il était libre comme l'air, c'est de sa faute, puisqu'il ne voulait pas repartir* » rétorque, plus véhémement, l'élégante septuagénaire.

« **Aujourd'hui, je suis libre** »

Face au couple, Methode Sindayigaya a une posture modeste, mais ne baisse pas les yeux. Il raconte comment, parti pour s'occuper de leur fils pendant trois mois, il s'est fait voler sa vie. Dix ans à travailler 19h sur 24, mal nourri, mal logé, humilié.

S'il ne s'est pas enfui, c'est par peur : isolé dans un pays inconnu dont il ne maîtrisait pas la langue, son passeport confisqué par un couple puissant ; peur pour sa famille aussi, qui aurait reçu des menaces au pays. « *Aujourd'hui je suis libre, fier et je demande seulement justice* », confie-t-il.

Le parquet a requis trois ans de prison, dont un avec sursis et mise à l'épreuve. Les avocats de Methode ont demandé plus de 750 000 euros de réparation. La défense a plaidé la relaxe pour traite d'êtres humains. Jugement attendu le 21 octobre.

RWANDA :

Le Rwanda, nouveau sous-traitant des demandeurs d'asile africains pour l'Europe ?

10/09/2019 /franceculture.fr

Selon le principal quotidien rwandais, les autorités de Kigali vont signer un accord avec le HCR pour accueillir 500 migrants actuellement en Libye, le temps que l'Europe traite leurs dossiers d'asile. A Londres, démission du speaker de la Chambre des Communes John Bercow, personnage-clé du Brexit.

Lisons la presse rwandaise ce matin...

En parcourant les derniers articles publiés par le [New Times](#) de Kigali, le principal quotidien rwandais, on découvre une information encore absente de nos journaux européens, alors qu'elle concerne directement notre continent. Jugez plutôt : [The New Times](#) nous apprend que ce mardi le gouvernement du Rwanda va signer un accord avec le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR) et l'Union Africaine pour prendre en charge l'accueil (dans un premier temps) de 500 migrants ouest-africains qui sont actuellement pris au piège des centres de détention libyens.

Le quotidien nous rappelle qu'il y a deux ans déjà, quand avait été révélées les trafics, tortures et esclavagismes dont étaient victimes les réfugiés dans ces centres aux mains des milices libyennes, le président du Rwanda Paul Kagamé avait fait savoir que son pays était prêt à "*jouer la carte de la solidarité africaine*" et à offrir un refuge à ces migrants le temps que l'Europe instruisse leurs demandes d'asile et décide de leur sort.

Le petit pays d'Afrique de l'Est va donc devenir, avec le Niger, le deuxième Etat du continent africain à accéder aux demandes européennes et onusiennes pour rejoindre le système dit ETM, pour *Emergency Transit Mechanism*, qui permet à l'UE de gérer les flux migratoires... le plus loin possible des côtes de la Méditerranée.

C'est en tous cas le décryptage qu'en fait le [New York Times](#) qui a eu vent de l'affaire. Le quotidien

new-yorkais décrit l'accord qui doit être signé aujourd'hui non pas un engagement entre le HCR et le gouvernement rwandais pour prendre en charge ponctuellement quelques centaines de migrants, mais bien comme la mise en place d'un partenariat avec l'Union Européenne pour s'occuper des réfugiés à sa place, moyennant une aide financière conséquente... et pas officiellement chiffrée.

Bruxelles agirait donc avec le Rwanda comme elle l'a fait ces dernières années à coups de milliards d'euros avec la Turquie, la Libye ou le Niger, avec tous les doutes que l'on peut avoir sur l'aspect moral, éthique, de cette stratégie. Et voilà qui inspire cette réflexion au [New York Times](#): faut-il vraiment que la vie politique européenne soit fragilisée, empoisonnée par cette question des migrants pour que ces décideurs en arrivent à penser qu'il est une bonne chose de s'en remettre au Rwanda pour la gérer à leur place.

Le journal américain va même plus loin, citant un responsable de l'ONG Human Rights Watch qui fait le parallèle entre cette stratégie européenne qui consiste à éloigner le problème, et la politique migratoire (tant décriée ces dernières années) de l'Australie, laquelle parque ses demandeurs d'asile sur des lointaines îles du Pacifique avant d'accepter d'en accueillir une infime minorité sur son territoire et surtout d'en renvoyer la grande majorité, de force et à l'abri des regards, vers leur pays d'origine.

Mais [The New Times](#) de Kigali, lui, refuse de voir cet aspect-là des choses : il s'en tient à la communication très positive des autorités rwandaises, centrée sur l'impératif de solidarité qui s'impose aux Africains face aux exactions dont sont victimes leurs frères et leurs soeurs en Libye. Mais rien sur l'aide financière que devrait verser l'Europe en échange, et rien non plus sur les arrières-pensées diplomatiques que pourrait nourrir Paul Kagamé.

Dans les archives de [La Croix](#), j'ai retrouvé un article datant de fin 2017 quand le monde avait pris conscience des horreurs subies par les migrants en Libye. Déjà à l'époque Kagamé avait fait savoir qu'il voulait participer à leur accueil, mais cette bonne volonté affichée avait prêté à quelques critiques, sachant qu'au même moment le Rwanda était sur la sellette internationale pour "*la dérive répressive de son régime, les tortures pratiquées sur des prisonniers dans ses centres de détention, et la censure qui se généralisait à travers le pays*", selon un rapport accablant de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH).

Nous jettons à présent un oeil sur les journaux britanniques, Brexit oblige... mais pour une fois ce n'est pas le visage de Boris Johnson qui s'affiche sur les Unes !

C'est celui de John Bercow, l'inénarrable speaker de la Chambre des Communes ; et ce visage, sur à peu près tous les titres que compte le kiosque britannique, est un visage grimaçant, un peu contrit, ému surtout, les yeux humides et la main sur le coeur. John Bercow, ce personnage devenu incontournable dans le feuilleton mondo-diffusé du Brexit, a annoncé hier qu'il va quitter ses fonctions le 31 octobre prochain.

C'était juste avant le vote d'hier soir où les députés ont une nouvelle fois bloqué les élections anticipées voulues par Boris Johnson : John Bercow annonce qu'il quittera le perchoir quoi qu'il arrive, expliquant qu'il a promis à sa femme et sa fille de ne pas repartir pour un nouveau mandat, et qu'il lui semble plus démocratique, plus respectueux des institutions, que son successeur soit nommé avant l'élection d'un possible nouveau Parlement.

Du coup, écrit l'édition londonienne de [Metro](#), le 31 octobre, ce ne sera peut-être pas finalement jour de Brexit, mais assurément jour de "Berc-off". Et le quotidien gratuit d'indiquer que le speaker a préféré choisir le moment de son départ, plutôt que d'être poussé vers la sortie par son propre parti conservateur.

Car [The I](#) l'a bien noté aussi, la standing ovation qui a accompagné l'annonce d'hier en séance est venue de l'aile où siègent les députés anti-Brexit, travaillistes et opposition ; bien peu de conservateurs se sont levés, et pourtant c'est bien dans leurs rangs que John Bercow a fait carrière... Toutefois, pour [The Guardian](#) (qui propose comme pour un humoriste un [florilège vidéo](#) de ses meilleurs moments à la tribune), Bercow avait ces dernières années, à la faveur des débats sur le Brexit, viré beaucoup trop à gauche pour les partisans de Boris Johnson, face auxquels il était devenu l'une des voix à la fois les plus tonitruantes et les plus critiques.

Durant ses dix ans au perchoir, il n'aura eu de cesse de renforcer les pouvoirs du Parlement contre le gouvernement, quitte, disent ses détracteurs, à faire la pluie et le beau temps, paralysant selon son bon vouloir le processus du Brexit : je vous laisse lire les noms d'oiseaux que lui réserve ce matin [The Daily Mail](#) ... ça va de "petit John", à "demi-portion".

D'ailleurs l'homme au verbe goguenard, et aux cravates bariolées ne quitte pas son poste sans voler une dernière politesse à Boris Johnson... en décidant lui-même du moment pour démissionner, nous dit [The I](#), il s'assure que son successeur sera bien désigné par l'actuel Parlement, qui est majoritairement contre le Brexit.

RDC CONGO :

RDC – Vital Kamerhe : « Il n’y a qu’un seul chef, c’est Félix Tshisekedi »

09 septembre 2019 /jeuneafrique.com

Imperméable aux soupçons de détournement qui le visent, l'ancien président de l'Assemblée nationale, directeur du cabinet du président de la République, défend avec vigueur l'attelage ministériel dévoilé au mois d'août.

Ce lundi 2 septembre, [Vital Kamerhe](#) est fatigué. « C'est le travail qui ne me lâche pas », sourit le directeur de cabinet du chef de l'État en s'installant, un peu las, dans le salon de sa confortable villa de La Gombe, commune huppée de Kinshasa. Plusieurs heures durant, il a accompagné le président Félix Tshisekedi et son hôte du jour, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies en déplacement en RD Congo. Ils ont visité des chantiers, des écoles et des hôpitaux. Ceci étant, Vital Kamerhe a tenu à honorer la promesse qu'il nous avait faite en nous consacrant presque deux heures en fin de journée.

L'occasion pour ce politicien madré, rompu à la politique et à ses chausse-trappes, de revenir sur la composition du gouvernement annoncée quelques jours plus tôt, mais aussi sur les soupçons de détournement qui pèsent contre lui. [Plus que jamais au cœur du pouvoir](#), il se sait guetté de toutes parts.

UGANDA :

Suspended Uganda pipeline deal draws Kenya's attention

10th Sep 2019/standardmedia.co.ke

Kenya has renewed interest in a joint crude oil pipeline with Uganda amid reports that its pipeline deal with Tanzania has been suspended.

Petroleum Principal Secretary Andrew Kamau said Kenya was “open for business” but observed that Uganda needed to first solve issues around upstream development.

He said Kenya, on its part, was moving at “full speed” with plans to build its pipeline. “We would be open to it (a joint development) but you understand that it has been suspended because the upstream has stopped,” said Kamau.

“They would have to solve the issues around upstream development first before we can consider approaching them. That said, we are moving full speed with plans to build our pipeline but we are open for business,” he added.

Last week, works on the pipeline to export Ugandan crude oil - East African Crude Oil Pipeline (EACOP) - was suspended after Tullow Oil's plan to sell off some shares in the project to France's Total and China National Offshore Oil Company (CNOOC) stalled, according to Reuters report.

This was mainly attributed to a tax dispute with the Ugandan Government.

In 2016, Uganda ditched plans to team up with Kenya to build a pipeline from Hoima in the western part of the country to the Lamu Port.

It opted for the Tanzanian port of Tanga instead. The 1,445km EACOP was expected to cost Sh360 billion (\$3.6 billion) - connecting parts of northern Tanzania, and western Uganda's oil fields.

However, both countries have committed that the project is still on course despite the hurdles.

President Uhuru Kenyatta recently said that the Lamu Port will be launched next month and announced that plans to build the pipeline were in high gear.

Kenya recently exported its first batch of 200,000 barrels of oil, netting Sh1.3 billion. It was ferried to the Port via road.

SOUTH AFRICA :

Nigeria to evacuate 640 citizens from South Africa after xenophobic attacks

By Bukola Adebayo, CNN/ September 9, 2019

(CNN)Nigeria will evacuate hundreds of its citizens from South Africa following a string of xenophobic attacks, a government official told CNN on Monday.

Flights carrying the returnees will start leaving Johannesburg by Wednesday, said Abike Dabiri-

Erewa, chairwoman of the Nigerians in the Diaspora Commission.

"We have 640 Nigerians that want to come back from South Africa, and that will require two planes. There may be more people who want to leave, but we will know when we get to South Africa on Wednesday," Dabiri-Erewa told CNN.

Nigeria's President Muhammadu Buhari is deeply concerned about the "intermittent violence" against its citizens in South Africa and called on the country's government to take steps to end it, his media aide Femi Adesina said.

"President Buhari is worried that the recurring issue of xenophobia could negatively affect the image and standing of South Africa as one of the leading countries on the continent, if nothing is done to stop it," Adesina said in a statement.

A Nigerian real estate firm, Landwey Investment, which offered free flights for those who want to come back last week, said 10 Nigerians have taken up the offer, according to CEO Olawale Ayilara.

Ten people, including [two foreigners were killed](#) in a spate of anti-immigrant violence and looting that erupted in Johannesburg, Pretoria and elsewhere in the country last week.

Most of the business [targeted in the attacks](#) were owned by immigrants from Nigeria, Ethiopia, Zambia, and Kenya, sparking diplomatic tension and backlash against South Africa.

Nigeria recalled its ambassador to South Africa and some of its citizens [retaliated by looting and destroying some](#) South African-owned brands. Madagascar and Zambia [pulled out of a football match](#) against South Africa's Bafana Bafana in the wake of the attacks.

On Sunday, [two people were killed, and 16 others were arrested in fresh riots](#) that erupted as looters targeted shops in a business district in Johannesburg.

South African President Cyril Ramaphosa on Monday [called on law enforcement officers](#) to be vigilant and firm in dealing with those involved in the violence.

Ramaphosa in statement said the attacks were undermining efforts to showcase South Africa as a country with opportunities for all those who live in it.

"Government will not allow sporadic lawlessness and violence to disrupt the safety and livelihoods of millions of South Africans and the majority of foreign nationals in our country who are law-abiding and have the right to conduct their lives and businesses in peace," Ramaphosa said.

TANZANIA :

KENYA :

ANGOLA :

AU/AFRICA :

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

US Should Do More to Counter Chinese Trade Inroads in Africa

September 09,2019/dailysignal.com

China is well-known to be America's largest trading partner—and now, a continued adversary in the trade war.

However, more under the radar is China's growing influence in Africa.

In recent years, China has made key inroads on the African continent with aggressive economic investment, trade, open extraction of energy and mineral resources, and a slow but growing military expansion.

This growing Chinese influence comes at the cost of both African and U.S. interests, generally speaking. It is imperative that the U.S. pay closer attention to this trend and counter it.

China is in full motion as it pursues its Belt Road Initiative—a long-term global strategy released by President Xi Jinping in 2013 for China to become a dominant force in global affairs, largely through regional integration and trade.

That plan includes, among other things, investing billions of dollars to increase global trade and infrastructure in Africa to gain a strong foothold on the continent.

China's plan presently appears to be quite formidable. China is Africa's largest trading partner, with \$204 billion in annual trade with African countries compared to the U.S.'s \$100 billion.

Unfortunately, China's values are not ones that benefit Africa. China does not value transparency, human rights, and democratic ideals—even though these are the cornerstone of economic development and prosperity.

Late last year, National Security Advisor John Bolton presented a strategy for U.S. engagement with Africa to counter China's Belt Road Initiative. The U.S. plan, called the Prosper Africa Initiative, is designed to promote prosperity in both Africa and America. It aims to strengthen two-way trade and investment between U.S. and African businesses through a number of means, including regulatory reform in African countries.

The U.S. has already set a strong precedent of commercial engagement with Africa—one that must be emulated again and surpassed.

In 2000, Congress passed and President Bill Clinton signed the African Growth and Opportunity Act to create new economic opportunities between the U.S. and Africa.

Then, in August 2001 during the Bush administration, I joined with a congressional delegation led

by former Rep. J.C. Watts Jr., R-Okla., to organize a trade mission to Africa. This gave 20 mid-to-large-sized U.S. businesses and Fortune 500 executives the opportunity to visit five African countries.

Companies such as ExxonMobil and Microsoft engaged in two-way trade and investment talks with eligible and qualifying sub-Saharan African countries. Deals were struck and Memoranda of Understanding were signed. The trip was a genuine success that brought U.S.-African commercial ties closer together.

Under the Bush administration, the relationship between the U.S. and most sub-Saharan African countries continued to grow strong and more stable. To this day, Bush remains the most respected U.S. president in many African countries.

Unfortunately, U.S. [investment](#) and [trade](#) with sub-Saharan African countries declined overall during the Obama administration. Given the Chinese threat, it is critical that the U.S. re-engage by signing more trade, investment, democracy, and anti-corruption agreements with all member countries to the Africa Growth and Opportunity Act.

The Trump administration is looking to build on Bush's prior success. The Prosper Africa Initiative is taking important steps to help U.S. companies to jump-start engagement in Africa—for instance, by making financial transactions easier.

In 2018, Trump signed the AGOA and MCA Modernization Act, which allows the Millennium Challenge Corporation (a U.S. aid agency) to make direct investments in foreign countries to reduce poverty and promote trade and economic growth. This will only enhance the development prospects in Africa.

The Prosper Africa Initiative, in concert with the Africa Growth and Opportunity Act and Millennium Challenge Corporation, should consider a 2020 trade and investment mission to Africa with large to small American businesses to unlock greater opportunities to do business in Africa.

The Trump administration can go further. In particular, it ought to more publicly reaffirm its long-term diplomatic engagement with countries like Ethiopia, Rwanda, Cote-D'Ivoire, Ghana, Senegal, Kenya, and others, which represent some of Africa's fastest growing economies.

This past summer, Commerce Secretary Wilbur Ross appointed 26 members to the President's Advisory Council on Doing Business in Africa. This council can play a more active role alongside the other groups mentioned in strengthening commercial ties with Africa.

Africa is already making big economic strides. On May 30, the African Union—which includes 54 African nations—created a historic free trade agreement between economies representing \$3 trillion in total gross domestic product. This was the largest free trade agreement since the formation of the World Trade Organization in 1995.

Unfortunately, China had a strong hand in the agreement: It played "broker" behind the scenes, using its political influence and trade leverage to gain better control over the continent to forward its Belt Road agenda.

This can become economically oppressive to Africa. Earlier this year, Tanzania rejected what it called an "exploitative" \$10 billion port project backed by China that would have given unequal

benefits to China. More broadly, East Africa owes China over \$30 billion in infrastructure loans.

China has its eye on Africa as a future source of cheap goods. Its economic, military, and political influence only looks to grow on the African continent.

Now is the time for the U.S. to lean in and put forward an integrated strategy and response. Too much is at stake for the U.S. to sit idly by.

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

CHINA/AFRICA :

China's South Africa ambassador says US follows law of the jungle

fin24.com/september 10,2019

Lin Songtian, China's ambassador to South Africa, took out a half-page advertisement in [Business Day](#) to attack the stance of the US and President Donald Trump on global trade.

In a paid-for editorial in South Africa's biggest financial newspaper, Lin said bullying by the US will drive the world into a "severe recession" and accused Trump of capriciousness.

"The Chinese culture emphasizes that 'gentlemen keep their words.' Honouring the promises and commitments is the basic ethical code and requirement for state leaders and businessmen," he said in the advert titled 'Voice of China.' His comments were also published in the Star newspaper.

"The president of the US runs his country according to his own will, dictates the world through Twitter and changes his position overnight," Lin said.

The column, part of a drive by Beijing to have its ambassadors speak out globally, reflects the deteriorating relationship between the world's two biggest economies. The Chinese Communist Party's flagship newspaper on Tuesday accused Trump adviser Peter Navarro of lying. A day earlier, Ted McKinney, the US Agriculture Department's top trade official, called Chinese President Xi Jinping a "communist zealot."

The US embassy in South Africa declined to comment.

Tit-for-tat import tariffs imposed by the US and China are roiling world markets and upending global trade patterns.

“The US insisting on escalating the trade frictions with China will harm the common interests of all people around the world and no one can escape,” Lin said. “The US clings to the winner takes all law of the jungle.”

Actions by the US are harming its own economy as China’s technological companies will need to establish new supply chains and its agricultural goods importers are already finding other sources of crops such as soybeans, he said. Trump is damaging his reputation and that of his country, he added.

“Even God doesn’t know what he will do tomorrow,” Lin said. “Such a US model of democracy has become the laughing stock of all people around the world.”

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 10 Septembre 2019... AGNEWS/DAM, NY, 10/09/2019

